



Cellule d'analyse européenne

Proposition de
DIRECTIVE relative aux voyages à forfait et aux prestations de voyage assistées
COM(2013)512

Résumé: Ce projet de directive vise à moderniser la réglementation existante de 1990 concernant les voyages à forfait, à l'adapter à l'ère numérique et à mieux protéger les voyageurs. **Le délai imparti pour formuler un avis de subsidiarité au sujet de cette proposition de législation expire le 14 octobre 2013.**

1. Contexte

La directive "voyages à forfait" de 1990 (directive 90/314/CEE) garantit que les consommateurs reçoivent des informations essentielles avant et après la signature d'un contrat de voyage à forfait (par exemple, combinaison d'un vol, d'un hôtel et d'une voiture de location) et qu'il existe toujours une partie responsable de l'exécution de l'ensemble des services compris dans le forfait.

Avec l'arrivée d'internet, la structure du marché des voyages à forfait s'est entre-temps profondément modifiée. Outre les vacances classiques et les vacances sur mesure, d'autres formes de vacances sont entrées dans les mœurs, comme la réservation en ligne de "voyages à forfait classiques", de "voyages à forfait sur mesure" et de "prestations de voyage assistées".

L'actualisation de la directive "voyages à forfait" à l'examen, son adaptation à l'ère numérique et la proposition d'une meilleure protection du consommateur sont le résultat d'une consultation publique des parties intéressées et d'une analyse d'impact de la Commission européenne.

2. Contenu

À la différence de la directive "voyages à forfait", seul l'organisateur est responsable de l'exécution des services compris dans le forfait, de sorte à éviter le doublement des frais et du contentieux. En outre, des règles de responsabilité uniformes faciliteront les transactions transfrontières des organisateurs et des détaillants.

Les lignes directrices de la directive proposée peuvent se résumer comme suit :

	Contenu	Commentaire
1	Objectif: modernisation des dispositions européennes + amélioration de la protection des consommateurs + amélioration du fonctionnement du marché intérieur	Modernisation de la directive existante grâce à l'extension de son champ d'application à différentes formes de voyages à forfait vendus en ligne par une seule entreprise ou par plusieurs entreprises (« forfaits organisés de manière personnalisée ») et aux « prestations de voyage assistées » ; Amélioration de la protection des vacanciers (caractère contraignant du prix convenu, plus large droit de résiliation, meilleures garanties, meilleure assistance) ; La proposition élimine les obstacles juridiques au commerce transfrontière.
2	Extension du champ d'application	Le champ d'application inclut désormais aussi : - les « forfaits traditionnels » réservés en ligne; - les « forfaits organisés de manière personnalisée »; - les « prestations de voyage assistées ».
3	Mesures obligatoires en cas d'insolvabilité	Les organisateurs de forfaits et les détaillants qui facilitent l'achat de « prestations de voyage assistées » doivent veiller à ce qu'en cas d'insolvabilité du détaillant ou d'un prestataire de service, les voyageurs aient droit au remboursement des sommes versées et, au besoin, au rapatriement. La reconnaissance mutuelle des garanties est prévue afin de faciliter les opérations transfrontières.
4	Clause de non-responsabilité applicable aux voyages à forfait	Les détaillants dont l'activité consiste à faciliter l'achat de «prestations de voyage assistées» ont l'obligation d'expliquer clairement aux voyageurs que seuls les prestataires de services individuels sont responsables de l'exécution des services de voyage concernés.
5	Adaptation des obligations précontractuelles	- Informations complètes sur les caractéristiques des services de voyage, les prix et les suppléments ; - Caractère contraignant des informations précontractuelles et conclusion du contrat.
6	Point de contact central dans chaque État membre	Chaque État membre désigne un point de contact national pour la coopération administrative dans la surveillance du respect des dispositions sur l'insolvabilité.
7	Délai de transposition	La transposition dans l'ordre juridique interne devrait avoir lieu dix-huit mois après l'entrée en vigueur de la directive.

3. Cadre juridique européen:

L'article 114 du Traité sur le fonctionnement de l'Union européenne (TFUE), qui a trait à l'établissement et au fonctionnement du marché intérieur.

La proposition de directive comprend des dispositions qui figurent également dans la directive relative aux droits des consommateurs (2011/83/UE), dans la directive services (2006/123/CE) et dans la directive relative aux pratiques commerciales déloyales (2005/29/CE).

4. Cadre juridique interne belge:

- La réglementation européenne relative à la protection des consommateurs/ vacanciers est développée dans la loi du 14 juillet 1991 sur les pratiques du commerce et sur l'information et la protection du consommateur.
- La loi du 16 février 1994 régissant le contrat d'organisation de voyages et le contrat d'intermédiaire de voyages met en oeuvre la directive 90/314/CEE relative aux "voyages à forfait". Elle instaure des responsabilités distinctes pour l'organisateur et pour le détaillant, chacun d'eux étant tenu d'assumer les problèmes relevant de ses propres compétences.

5. Suivi au sein de la/des commission(s) compétente(s) de la Chambre :

- Commission de l'Économie
- Pour information : Comité d'avis fédéral chargé des questions européennes

6. Suivi par les instances fédérales:

- SPF Économie (aspects "droits des consommateurs" et "marché intérieur")
- SPF Mobilité (aspect "transport de personnes")

7. Subsidiarité

Selon la Commission européenne, le principe de subsidiarité a été respecté. L'objectif d'améliorer le fonctionnement du marché intérieur en supprimant les différences entre les législations des États membres et en donnant aux consommateurs un meilleur accès aux services offerts par d'autres États membres ne pourra être suffisamment réalisé si les États membres n'agissent pas de manière concertée.

Projet d'avis :

En ce qui concerne la subsidiarité : Il se justifie qu'une directive régie cette problématique éminemment transfrontalière. Un cadre européen est le meilleur moyen de répondre à la nécessité de renforcer la protection des consommateurs et lève en même temps les obstacles aux transactions transfrontalières.

En ce qui concerne la proportionnalité : On pourrait demander aux parties prenantes (organisations de consommateurs, tour-opérateurs, agences de voyages et autres prestataires de services) et aux autorités concernées (SPF Économie) dans quelle mesure la proposition de directive répond à leurs attentes, si son champ d'application n'est pas trop étendu, si les règles en matière de responsabilité sont claires et dans quelle mesure la proposition présentera des avantages qui contrebalanceront les charges financières ou administratives supplémentaires que sa mise en œuvre entraînera pour les entreprises du secteur (p. ex. clause de non-responsabilité pour les voyages à forfait, règles supplémentaires en matière de responsabilité et exigences en matière d'information) et pour les pouvoirs publics (p. ex. points de contact centraux). Il serait également utile d'examiner comment le projet de directive s'articule avec

d'autres pans de la législation européenne (comme la directive « services » et la directive relative aux droits des consommateurs).

Le délai imparti pour formuler un avis de subsidiarité au sujet de cette proposition de législation expire le 14 octobre 2013.

Les parlements nationaux peuvent transmettre leurs remarques à la Commission européenne dans le cadre du "dialogue politique" (initiative Barroso). Cette procédure n'est pas soumise à un délai.

Pour en savoir plus:

Texte de la proposition de directive :

<http://www.ipex.eu/IPEXL-WEB/dossier/document/COM20130512.do>

Texte de l'analyse d'impact de la Commission européenne:

<http://www.ipex.eu/IPEXL-WEB/dossier/document/COM20130513.do>

Descripteurs Eurovoc-	UNION EUROPÉENNE – DIRECTIVE – INFORMATION DU CONSOMMATEUR – GARANTIE – INDUSTRIE HÔTELIÈRE - AGENCE DE TOURISME
----------------------------------	--

Rédaction: Roeland Jansoone, conseiller, tél. 02/549.80.93, roeland.jansoone@dekamer.be



Europese analysecel

Voorstel voor een
RICHTLIJN betreffende pakketreizen en geassisteerde reisarrangementen
COM(2013)512

Samenvatting: Deze ontwerprichtlijn beoogt de modernisering van de bestaande regelgeving betreffende pakketreizen uit 1990, de aanpassing ervan aan het digitale tijdperk en een betere bescherming van de reizigers. **De termijn om een subsidiariteitsadvies over dit wetgevingsvoorstel te formuleren, verstrijkt op 14 oktober 2013.**

1. Context

De Richtlijn “pakketreizen” van 1990 (Richtlijn 90/314/EEG) waarborgt dat klanten essentiële informatie krijgen voor- en nadat zij een pakketreisovereenkomst (bijvoorbeeld: combinatie van vlucht, hotel en huurwagen) ondertekenen en dat er altijd een partij aansprakelijk is voor uitvoering van het hele pakket.

De structuur van de markt van de pakketreizen is ondertussen, met de komst van het internet, grondig veranderd. Naast de klassieke vakanties en vakanties-op-maat, zijn ook andere vormen van vakanties ingeburgerd, zoals de online geboekte “klassieke pakketreizen”, de “pakketreizen op maat” en de “geassisteerde reisarrangementen”.

De actualisering van de Richtlijn “pakketreizen”, die thans voorligt, de aanpassing ervan aan het digitale tijdperk en het voorstel voor een betere consumentenbescherming, zijn er gekomen na een openbare raadpleging met de stakeholders en een impact assessment van de Europese Commissie.

2. Inhoud

Anders dan in Richtlijn “pakketreizen”, is alleen de organisator aansprakelijk voor de uitvoering van de pakketreis. Dit om dubbele kosten en geschillen te voorkomen. Tegelijkertijd zullen uniforme aansprakelijkheidsregels grensoverschrijdende transacties van organisatoren en doorverkopers vergemakkelijken.

De krachtlijnen van de ontwerp-richtlijn kunnen als volgt worden samengevat:

	Inhoud	Toelichting
1	Doel: modernisering van de EU-regelgeving + betere bescherming consument + betere werking van de interne markt	Modernisering van bestaande richtlijn door uitbreiding van het toepassingsgebied naar online geboekte pakketreizen, die uitgaan hetzij van één ondernemer, hetzij van meerdere ondernemers (d.i. de "pakketreizen op maat") en de "geassisteerde reisarrangementen"; Verhoging van de bescherming van de vakantiegangers (bindend karakter van overeengekomen prijzen, extra opzeggingsrechten, betere garantiemaatregelen, betere bijstandsregeling); Het voorstel neemt juridische belemmeringen voor grensoverschrijdende handel weg.
2	Uitbreiding van het toepassingsgebied	Het toepassingsgebied omvat thans ook: - Online geboekte "klassieke pakketreizen"; - "pakketreizen op maat"; - "geassisteerde reisarrangementen".
3	Verplichte maatregelen ingeval van insolventie	De organisatoren van pakketreizen en doorverkopers die de aankoop van "geassisteerde reisarrangementen" faciliteren, moeten bepalen dat bij insolventie van de doorverkoper of van een dienstverlener de reizigers hun vooruitbetalingen terugbetaald krijgen en, indien nodig, recht hebben op repatriëring. Er is een wederzijdse erkenning van garantiemaatregelen om grensoverschrijdende transacties te vergemakkelijken.
4	De pakketreis-disclaimer	Doorverkopers die de koop van geassisteerde reisarrangementen faciliteren, zijn verplicht om reizigers duidelijk uit te leggen dat alleen de afzonderlijke dienstverleners aansprakelijk zijn voor de uitvoering van de betrokken reisdiensten.
5	Aanpassing van precontractuele verplichtingen	- Volledige informatie over kenmerken van de reisdiensten, de prijzen en toeslagen; - Bindend karakter van de precontractuele informatie en sluiting van de overeenkomst.
6	Centraal contactpunt per lidstaat	Elke lidstaat richt een nationaal contactpunt op voor de administratieve samenwerking bij het toezicht op de naleving van de insolventiemaatregelen.
7	Implementatietermijn	Implementatie in de interne rechtsorde zou moeten gebeuren 18 maanden na de inwerkingtreding van de richtlijn.

3. Europees juridisch kader:

Artikel 114 Verdrag over de Werking van de Europese Unie (VWEU) dat betrekking heeft op de totstandbrenging en de werking van de interne markt.

De ontwerp Richtlijn bevat bepalingen die ook terug te vinden zijn in de Richtlijn consumentenrechten (2011/83/EU), de Dienstenrichtlijn (2006/123/EG) en de Richtlijn oneerlijke handelspraktijken (2005/29/EG).

4. Belgisch internrechtelijk kader:

- De Europese regelgeving die betrekking heeft op bescherming van de consumenten/vakantiegangers wordt nader geregeld in de wet van 14 juli 1991 betreffende de handelspraktijken en de voorlichting en bescherming van de consument.
- De wet van 16 februari 1994 *tot reisorganisatie en reisbemiddeling* implementeert de Richtlijn 90/314/EEG inzake "pakketreizen" en heeft voor de organisator en de doorverkoper een verschillende, afzonderlijke aansprakelijkheid geregeld, waarbij elk van beiden aansprakelijk is voor de problemen die zich in hun respectieve sfeer hebben voorgedaan.

5. Opvolging in de bevoegde Kamercommissie(s):

- Commissie Bedrijfsleven
- Ter informatie: Federaal adviescomité voor Europese aangelegenheden.

6. Opvolging bij de federale instanties:

- FOD Economie (aspecten "consumentenrechten" en "interne markt");
- FOD Mobiliteit (aspect "personenvervoer").

7. Subsidiariteit:

Volgens de Europese Commissie is het beginsel van de subsidiariteit in acht genomen. De doelstelling om de werking van de interne markt te verbeteren door verschillen tussen de wetgevingen van de lidstaten weg te nemen en om consumenten betere toegang tot diensten van andere lidstaten te geven, kan niet voldoende worden verwezenlijkt als de lidstaten op ongecoördineerde wijze optreden.

Ontwerpadvies:

Wat de subsidiariteit betreft: Het is redelijk dat een richtlijn deze bij uitstek grensoverschrijdende aangelegenheid regelt. Een Europees kader is het beste antwoord op de nood aan een verhoogde consumentenbescherming en neemt de obstakels voor grensoverschrijdende transacties weg.

Wat de proportionaliteit betreft: Men zou kunnen nagaan bij de stakeholders (consumentenorganisaties, touroperators, reisbureaus en andere dienstverleners) en betrokken overheden (FOD Economie) in welke mate het voorstel van richtlijn beantwoordt aan hun verwachtingen, of het toepassingsgebied niet te ruim is, of de aansprakelijkheidsregeling afdoende is en in welke mate het voorstel leidt tot voordelen die opwegen tegen de extra financiële of administratieve lasten die het met zich meebrengt voor het bedrijfsleven (vb. pakketreis-disclaimer, extra aansprakelijkheidsregels en eisen inzake

informatieverschaffing) en de overheid (vb. centrale contactpunten). Het zou ook nuttig zijn te kijken hoe de ontwerprichtlijn zich verhoudt tot andere Europese regelgeving (zoals de dienstenrichtlijn en de richtlijn betreffende consumentenrechten).

De termijn om een subsidiariteitsadvies over dit wetgevingsvoorstel te formuleren, verstrijkt op 14 oktober 2013.

De nationale parlementen kunnen in het kader van de “politieke dialoog” (initiatief Barroso) aan de Europese Commissie opmerkingen formuleren. Deze procedure is niet gebonden aan een termijn.

Om meer te weten:

Tekst van de ontwerprichtlijn

<http://www.ipex.eu/IPEXL-WEB/dossier/document/COM20130512.do>

Tekst van het impact assessment van de Europese Commissie:

<http://www.ipex.eu/IPEXL-WEB/dossier/document/COM20130513.do>

Eurovoc-descriptoren:	EUROPESE UNIE – RICHTLIJN – CONSUMENTENVOORLICHTING GARANTIE - HORECABEDRIJF- REISBUREAU
------------------------------	---

Redactie: Roeland Jansoone, adviseur, tel. 02/549.80.93, roeland.jansoone@dekamer.be